

(Lettre d'Ivan et Bruno suite)

C'est la solution choisie par l'État pour la gestion des illégalismes, des "populations à risque" Aujourd'hui il faut enfermer plus pour plus longtemps... Si nous luttons aux côtés de sans-papiers, c'est que nous savons que c'est la même police qui contrôle, le même patron qui exploite, les mêmes murs qui enferment... Nous ne nous considérons pas comme des "victimes de la répression". Il n'y a pas de juste répression, de juste enfermement. Il y a la répression et sa fonction de gestion, son rôle de maintien de l'ordre des choses : le pouvoir des possédants face aux dépossédés.

Quand tout le monde marche en ligne, il est plus facile de frapper ceux qui sortent du rang. Nous espérons que nous sommes nombreux et nombreuses à vouloir posséder pleinement nos vies, à avoir cette rage au cœur pour construire et tisser les solidarités qui feront les révoltes». Bruno et Ivan, avril 2008.

La lettre dans son intégralité :

http://resistons.lautre.net/article.php3?id_article=382

> On n'a pas peur!

Bombes fumigènes artisanales, clous tordus (voir RE n°62) et voilà trois jeunes poursuivis comme des apprentis terroristes. Une campagne de presse téléguidée par le gouvernement alimente la chasse à courre. *L'Express* et *Le Point* du 1^{er} mai (http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=98827) vomissent sur l'«ultra-gauche», sur la «mouvement anarcho-autonome». Mais tout ça ne suffira pas à étouffer la volonté de combattre des dizaines de milliers de lycéens, des sans-papiers... Malgré l'intimidation, une centaine de personnes ont manifesté devant la cour d'appel de Paris qui devait, évidemment, rejeter la mise en liberté provisoire d'Ivan et de Bruno. Le rassemblement du 21 avril a été violemment réprimé, une trentaine d'arrestations, une GAV avec des violences policières contre une camarade. La campagne pour le soutien et pour la libération des emprisonnés continue.

> Répression du mouvement lycéen

Le spectre du «casseur» fonctionne toujours aussi bien

À Toulon le 3 Avril, la police entreprend de débloquer plusieurs lycées; Jason enchaîne des poubelles à la grille d'entrée pour préserver le blocage, un policier tire sur la chaîne, de l'autre côté on lâche, la chaîne retombe sur le policier, 24 h d'ITT. Jason passe 24 h en garde à vue. Le 18 avril au tribunal il est déclaré coupable. Pour le procureur «il ne fait aucun doute du caractère volontaire de son geste», alors même que le policier concerné déclare n'être assuré ni du caractère volontaire, ni de l'identité de celui qui a lâché la chaîne.

Dans le Val de Marne, début avril le lycée Darius Milhaud est le théâtre d'interventions policières répétées: charges, brutalités, tirs de flashball (une élève mineure a été hospitalisée après en avoir reçu un dans le ventre), gardes à vue et prélèvements ADN sous la menace d'aggravation des peines sans la présence des parents (pétition sur <http://www.fcpe94.ouvaton.org/spip.php?article277>).

Le 9 avril, à Vitry sur Seine, 3 lycéens au casier vierge ont été condamnés à des peines de prison de 4 à 12 mois avec sursis alors qu'un 4ème, déjà condamné pour vol, a écopé de 8 mois ferme: ils ont été accusés d'avoir incendié deux poubelles devant leur lycée. Pour le substitut du procureur il s'agissait d'une «action organisée, concertée», d'un «comportement de casseur sous couvert de revendications démocratiques», réponse de l'avocat: «si c'était des casseurs, ils seraient allés dans le centre commercial du coin», encore un qui feint de ne pas comprendre que s'il n'y a pas de révolte sans casse, il n'y a pas non plus de casse sans révolte.

<http://resistons.lautre.net/>

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°64 • mai 2008

Recevoir ce bulletin par Internet: resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet: <http://resistons.lautre.net/>

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Les «M. Propre» des luttes

Alors que le mouvement lycéen multiplie les manifestations, la répression n'est pas en reste. Les luttes lycéennes connaissent leur lot de violences policières: présence en masse, matraquages stéroïdés, gazes, flics en civils, et autres gardes mobiles, interpellations... Mais la violence d'État n'est pas le monopole des flics, et les récentes luttes lycéennes ont vu s'affirmer une autre forme de répression celle des Services d'Ordre (parfois même privés). Pas si différente en fait puisque tout ce beau monde ne rechigne pas à la tâche et sait travailler la main dans la main.

Il s'agirait de «sécuriser les manifestations», trier les «bons manifestants» des «mauvais», les «gentils» des «casseurs». Mais de qui parle-t-on? D'une jeunesse en révolte, qui subit l'exclusion, qui n'a plus rien à attendre de l'éducation nationale, que ces syndicats et partis s'empressent de zapper; de ceux qui ne se satisfont pas des slogans réformistes, ceux en désaccord avec une vision superficielle d'une école qui préparerait dans les meilleures conditions à l'exploitation ou à l'exclusion, ou encore de celui qui se fait chopper parce que sa tête est trop foncée...

Lorsque la gauche, à la manière des partis de droite, brandit le spectre de l'insécurité c'est pour mieux passer sous silence la violence sociale... Et finalement, lorsque ses sbires se mêlent à la répression c'est toujours pour évacuer ces mêmes questions à coup de matraque...

> Lettre d'Ivan et Bruno depuis les prisons de Fresnes et Villepinte

«Salut à tous les copains, à tous ceux qui ne sont pas résignés à la situation que nous vivons: occupation policière des rues, des villes, rafles, expulsions, arrestations, difficultés quotidiennes, dépossession de nos vies... Si nous prenons le parti de la révolte, c'est pour toutes ces raisons, pour retrouver le pouvoir sur nos vies, pour la liberté de vivre...

Ce n'est évidemment pas au regard de ce que nous détenons ou de ce que nous projetons de faire que nous avons été traités de la sorte. L'État criminalise la révolte et tente d'étouffer toute dissidence "non-autorisée"... Les fichiers de police et des renseignements généraux construisent des "profils-types"... Le pouvoir assimile cette figure à des terroristes, construisant une menace pour créer un consensus auprès de sa population, renforcer son contrôle et justifier la répression... C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui en prison...

← suite au dos

> SUR LE VIF

Témoignage d'un retenu du centre de rétention de Vincennes

Avril 2008. Il raconte qu'un retenu s'est fait frappé par une vingtaine de flics : « *Il mange que hallal, la cuisinière l'a insulté, il a envoyé le plat qui ne l'a pas touchée: il ne pouvait pas l'atteindre, il y a un grillage entre les deux. La cuisinière a dit qu'il lui avait craché dessus; 20 policiers l'ont tabassé en dehors des caméras, il fait 1,50 mètres, il était bien amoché, rangers sur le visage, ils ont essayé de lui casser le poignet. Après, ils l'ont mis une heure en isolement. Ils lui ont mis les menottes, beaucoup trop serrées: il est sorti avec les poignets enflés. On lui a dit de porter plainte mais tout est en dehors des caméras.* » Après, il raconte le travail de l'infirmière : « *À chaque affichage (dates des expulsions), c'est la panique, le désespoir. Les gens tombent malades et ils ne veulent pas appeler le Samu. Ils ne donnent que du Doliprane. Pour un Egyptien, il souffrait, avait mal au ventre. L'infirmière a donné un Doliprane et a dit qu'il faisait semblant, qu'il avait seulement une crise d'angoisse. Il continuait à avoir mal dans sa chambre, alors on a insisté pour qu'ils appellent le Samu, ils voulaient toujours pas. On a dit qu'il fallait pas qu'il meure, les flics ont répondu qu'il avait vu l'infirmière et qu'elle prendra sur elle si il meurt. Finalement ils ont appelé le samu. Il avait un rein bloqué, qui marchait plus.* »

Contact : fermeturetention@yahoo.fr

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

100 sans-papiers en grève de la faim au CRA de Vincennes...

Depuis le 1^{er} mai. Leurs revendications : libération de tous les détenus ; arrêt de toutes les procédures juridiques et administratives ; dédommagement de tous pour le préjudice subi (perte de travail, de logement...). Un millier de manifestants solidaires ont marché le 4 mai, depuis la Porte Dorée jusqu'au CRA de Vincennes, marche suivie d'un concert. Ne les laissons pas seuls, ils sont des nôtres !

Nouvelle chronique de comparutions immédiates

Karim est plus fort que Bruce Lee, il met des coups de pieds dans la tête des policiers alors qu'il a les mains attachées dans le dos !!! Un an ferme pour vol d'un pack de bières. Nouvelle jurisprudence : lors du procès il est soutenu et entendu que mettre un coup de pied dans une chaise est une violence sur un fonctionnaire de police. En plus de la prison, Karim devra remplir les poches des flics : 100 euros par tête ; aucun d'entre eux n'a été blessé. L'intégralité sur <http://rebellyon.info/article5144.html>

Loi du silence à la prison pour mineurs de Meyzieu

Que veut-on tant y camoufler ? Ceux qui ont essayé de contacter les familles sont menacés par la police. « *Ce que nous savons aujourd'hui des établissements pour mineurs, et plus particulièrement de celui de Meyzieu, laisse deviner pourquoi l'Administration pénitentiaire craint la transparence : outre le suicide d'un jeune détenu en février dernier, la tentative de suicide d'un autre détenu la semaine dernière, l'émeute (...) dans les jours qui ont suivi l'ouverture de l'établissement, il y a aussi les éléments que nous ont apportés les entretiens avec les familles : il existerait un cachot de un mètre sur un, dans lequel les détenus seraient parfois enfermés (...); l'utilisation du mitard extrêmement fréquente (...)* ». Voilà une société qui prétend pouvoir donner des leçons de démocratie au monde entier. L'intégralité sur <http://rebellyon.info/article5129.html> contact : infoepm@no-log.org

Fichier «Ardoise» C'est le nom du nouveau logiciel de renseignement pour les services nationaux de police et de gendarmerie. Synthétiser, centraliser en bref améliorer encore le fichage des individus. Au passage, le logiciel prévoit de renseigner une rubrique « état de la personne », entendue comme victime, témoin ou auteur au cours d'une

procédure ; à savoir ses orientations sexuelles, sa situation psychologiques, ses activités politiques etc. Les réactions suscitées ont forcé le ministère de l'Intérieur à revoir sa copie. Le projet sera sûrement nettoyé de certains critères, mais l'essentiel restera pour « les besoins opérationnels »... C'est l'histoire de la carotte et du bâton.

Le boîtier «anti-jeunes»... émet des sons ultra aigus inaudibles pour les plus de 25 ans mais insoutenables pour ceux qui en ont moins. Son but ? Repousser les jeunes dont le comportement est jugé «anti-social». En GB, des milliers de commerçants en ont un ; aux Pays-Bas et en Suisse, ce sont des municipalités ; en France, le tribunal de Saint-Brieuc a finalement interdit à un particulier d'en faire usage pour « préserver la tranquillité » de sa résidence secondaire dans une petite station balnéaire. C'est que le boîtier était jugé dangereux pour les jeunes animaux, les enfants et les femmes enceintes, on est donc pas à l'abri d'une pose dans une zone où toute la population serait jugée dangereuse [jusqu'aux chiens, de combat bien sûr].

Air expulsion La Gold Card, les policiers en rêvaient, Air France l'a fait. Pourquoi se priver des avantages d'Air France quand c'est si gentiment proposé. Parce que le keuf qui expulse est un client comme un autre, et parce qu'il est voué à devenir un très gros client pour les mois et années qui viennent, alors il faut fidéliser. Et oui, dans cette république merdique il y a toujours eu des corps de métier qui ont tiré un bénéfice de la misère humaine...

Reda Remmoudi La famille et le comité de soutien ont manifesté devant le tribunal de Bobigny pour que le dossier soit de nouveau instruit et qu'il ne tombe pas dans les oubliettes. Une délégation qui voulait rencontrer un responsable s'est vue interdire l'entrée du tribunal. La manifestation a réuni 40 personnes, une banderole a été déployée, et des slogans scandés, la lutte continue...

Chronique d'une soirée étudiante

La K'fet sur Yvette est une association de l'Université Paris Sud 11 du Campus d'Orsay. Le 18 avril, comme tous les vendredis, a lieu un concert gratuit. La police débarque alertée par la sécurité du campus suite à un accrochage bénin. Ils demandent l'évacuation des lieux. Mais, lorsque les premières personnes sortent dans le calme, les agents équipés de matériel anti-émeute balancent grenades lacrymogènes et tirent à vue au flashballs et chevrotines en caoutchouc vers la seule issue praticable... Source, infos sur <http://18avril2008.canalblog.com/>

«Bavure» sans frontière Le 26 novembre 2006, Sean Bell, jeune homme allant fêter son enterrement de vie de garçon accompagné de deux amis, avait été abattu de 50 balles dans le corps par trois flics de New York. Lors du jugement le 25 avril 2008, les flics affirmaient avoir vu une arme à feu brandie par un ami de Sean Bell, ce qui leur « donnait le droit » d'ouvrir le feu sur la voiture. Lors de l'enquête, aucune arme n'a été retrouvée, mais le juge a acquitté les 3 criminels qui sont sortis par une porte dérobée. Un gros comité de soutien s'est organisé pour soutenir la famille et des chauffourées ont eu lieu devant le tribunal et des manifestations réclamaient justice pour Sean Bell et ses amis.



Dijon - Semaine de luttes anti-carcérales Du 22 au 31 mai

projections, conférences, concerts...

Une dizaine de jours pour dénoncer les différents types d'enfermement,

réquisitionner l'existence même des prisons et introduire des alternatives ou du moins des formes d'organisation face à la répression. Infos, contact : anticar@brassicanigra.org <http://brassicanigra.org/>

Concert de soutien pour Ivan et Bruno

Le 24 mai, à partir de 19h à la CIP-IDF, 14-16 quai de Charente, métro Corentin Cariou, 75019 Paris avec Banquet Bouffe Vegan : Food not Bombs...